

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 7 (1979)

DOI: 10.11588/fr.1979.0.49866

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Tony JUDT, *Socialism in Provence 1871–1914. A Study in the origins of the modern french left*, Cambridge (University Press) 1979, in-8°, XIV-370 p.

L'auteur a visiblement tenu compte des critiques souvent adressées aux historiens de la Provence étendant bien au delà de ses frontières naturelles, les cours du Var et du Rhône, le domaine de leur étude; il limite en effet son étude au seul département du Var, encore amputé de son ancien arrondissement de Grasse lors de la reconstitution en 1861 d'un département des Alpes Maritimes; il n'évoque en conséquence que par digression aussi bien la Provence intérieure des Basses Alpes que la façade maritime la plus active, celle du département des Bouches du Rhône avec tous les aspects politiques, économiques et sociaux de la Provence rhodanienne.

Certes le Var réunit aussi ces deux aspects, terrien et maritime, sur son terroir mais avec des différences qui vont au delà de simples nuances. La situation de Toulon, dans tous les sens du terme, fausse en effet complètement les conditions de la vie locale, tant maritime que politique. La présence du port de guerre le plus important de la France méditerranéenne, et de son arsenal, attira en effet depuis l'ancien régime toute une population dont le recrutement dépassait de très loin les normes habituelles. D'un autre côté, la vocation militaire de la ville écartait un commerce important en raison de la présence à quelques milles marins du port de Marseille favorisé par la proximité du courant d'échanges par le couloir fluvial puis ferroviaire de la vallée du Rhône. Les lois de la III<sup>e</sup> République, écartant de la vie politique le personnel des forces armées, contribuaient d'autre part à fausser le problème de l'agglomération toulonnaise, comprenant un nombre exceptionnel de recensés comptés à part avec les dépôts des équipages vivant à l'écart de la politique locale, mais non pas, comme consommateurs, de la vie économique. L'importance même de l'arsenal attirait des travailleurs venus d'autres chantiers et arsenaux de la marine, aussi bien des forges d'Indret sur la basse Loire que de Ruelle en Charente inférieure ou de Guérigny dans la Nièvre voire de Brest dans le Finistère, perpétuant la variété, mais essentiellement métropolitaine, des apports de population dans le port et autour de ses chantiers. Ce courant allait prendre plus d'importance dès le second Empire et plus encore pendant les débuts de la Troisième République avec la place éminente de l'essor d'une marine de guerre attesté avec éclat par les revues annuelles ou par la visite de la flotte russe au temps de la seconde alliance franco-russe. Par contre, la place limitée du commerce dans l'activité toulonnaise réduisait sur le littoral varois l'afflux de ces étrangers étroitement associés à la vie marseillaise.

La première partie de l'ouvrage rappelle les conditions générales aussi bien sur le plan géographique que sur celui des antécédents historiques, qui avaient développé un courant de gauche dans une Provence ultra-legitimiste dans les premières années du XIX<sup>e</sup> siècle. L'attention est également attirée sur les changements économiques survenus pendant la II<sup>e</sup> République, à commencer par l'agriculture où les productions traditionnelles de l'huile d'olive, du liège et de la vigne furent sévèrement touchées par la concurrence des autres pays méditerranéens, en particulier l'Algérie et la Tunisie, surtout après que l'épidémie du



phylloxéra eût ruiné la viticulture varoise, tandis que prospéraient les cultures florales et celle des primeurs. Les exploitations étaient souvent à la limite de la rentabilité dans les villages demeurés fidèles à la culture des céréales. L'industrie était représentée traditionnellement par des mines de fer ou de lignite auxquelles s'ajoutèrent après la découverte de l'aluminium celles de bauxite localisées essentiellement dans la région de Brignoles. Elles dépassèrent les anciennes industries extractives, les carrières et les fabriques de briques ou de poterie. Le progrès le plus sensible fut celui des moyens de communication, avec la progression des voies ferrées dont la longueur passa de 162 kilomètres en 1878 à 498 kilomètres en 1892. Les querelles sur les tarifications furent un des thèmes favoris des opposants dénonçant aussi bien les choix des tracés, en particulier pour le chemin de fer de Toulon à Saint Raphael par Saint-Tropez et Fréjus. Les difficultés du terrain rendaient du reste les lignes fort onéreuses à la construction comme à l'entretien ainsi que le montrent les déboires du raccordement établi entre Les Arcs et la préfecture de Draguignan ainsi rattachée à la ligne de Paris à Nice, puis au delà.

La crise viticole devait entraîner un marasme indiscutable dans la masse des petits cultivateurs qui avaient remplacé un blé concurrencé par les importations, par des ceps de vigne plus lucratifs, mais qui se trouvaient stérilisés. L'auteur se pose même, comme M. Agulhon, spécialiste de l'histoire de la région, la question d'une éventuelle « fin de la Provence » associée à l'affaiblissement de l'ancienne sociabilité de la région, s'intégrant dans l'ensemble de la société française, alors en pleine mutation.

L'analyse de l'évolution politique de 1871 à 1914 met en évidence l'originalité du Var où se développa un socialisme avec une large implantation dans les régions rurales de l'intérieur: l'effondrement de la production viticole de 3 185 000 hectolitres en 1875 à 229 000 dix ans plus tard avant de remonter à 1 753 000 en 1907, se vendant mal en raison de la concurrence des vins d'Algérie, implantés sur le marché à la faveur de la crise, suffirait à expliquer le malaise social. Les élections de 1876 virent l'élection de deux radicaux, à Brignoles et dans la ville de Toulon, les autres circonscriptions, Toulon 2<sup>e</sup> et Draguignan restant aux républicains modérés. En 1885 avec les élections au scrutin de liste, les radicaux eurent 41% de voix conduits par Georges Clemenceau. Une élection partielle après le décès d'un radical vit la victoire d'un socialiste, Cluseret. L'élection générale de 1888 le vit réélu à Toulon 2<sup>e</sup>, battant aussi bien les radicaux que les conservateurs et même les boulangistes. En 1893, Cluseret et trois radicaux furent élus, Clemenceau étant remplacé en raison de son discrédit dans l'affaire de Panama. En 1898, Cluseret fut réélu comme soi-disant socialiste, qualité qui lui était refusée par les membres des partis; deux autres socialistes de nuances diverses furent élus à Toulon et à Draguignan. Les radicaux ne conservaient que Brignoles. Les radicaux devaient reconquérir Toulon en 1900, et les socialistes conquièrent Brignoles qu'ils gardèrent de 1902 à la guerre. La caractéristique la plus fréquente de ces combats électoraux entre hommes, se réclamant souvent d'une même étiquette, infléchie par un qualificatif, voire simplement par les antécédents ou la personnalité du candidat, reste curieusement la place que des discussions doctrinales semblent avoir tenue dans les



débats à l'intérieur des groupes de militants ou de notables. Les démêlés entre les blanquistes et les guesdistes, les radicaux et les autres gens de gauche semble en effet avoir souvent été longuement débattus dans ces chambrées devenues des cercles plus ou moins favorisés par les municipalités selon l'orientation de celles-ci, et les directives préfectorales. Il est révélateur qu'une tentative de représentation cartographique par cantons en 1889 aie dû en laisser trois sans indication précise, tant les opinions étaient difficilement classables par rapport au parti radical. Le retentissement dans le département de l'opposition entre Guesde et Jaurès en arrivait à se transposer localement par des querelles relevant en fin de compte de questions de clocher ou même d'individu, sur lesquelles la réunification au sein de la Section française de l'internationale ouvrière vint jeter le voile d'une réconciliation soigneusement négociée entre les deux fédérations existantes, l'autonome et la révolutionnaire. Les effectifs de cotisants déclarés passèrent en fin de compte pour la fédération du Var de 475 en 1896 à 700 en 1907 puis 1.515 en 1912 pour rebaisser ensuite à 1403 puis 1478 les deux années précédant la guerre. Les conditions dans lesquelles les socialistes du Var finirent par rompre avec Clemenceau après l'attitude de son ministère lors des affaires de Fourmies et de Draveil sont, à vrai dire, des plus révélatrices si l'on pense à motion votée à la réunion publique d'août 1908 par laquelle les électeurs s'engageaient à le renvoyer dans son bossage vendéen natal pour le remplacer par un enfant du pays, le célèbre Marius Escartefigue. Les polémiques entre les journaux de diverses tendances devaient se doubler assez rapidement de rivalités locales, en particulier entre les organisations proprement françaises et celles formées par les sections en France du parti socialiste italien recrutant dans les milieux de l'émigration. La présence de syndicats ouvriers chez lesquels existait une tradition anarcho-syndicaliste multipliait encore les oppositions entre militants se réclamant d'idées très proches aux yeux de la droite classique. Il est cependant révélateur que parmi les premières organisations se soient trouvées des sociétés formées dans des métiers d'importance secondaire, les tonneliers de Bandol en 1872, mais dès 1889 Toulon comptait dans sa bourse du travail 23 syndicats allant des ouvriers du port aux instituteurs avec un total de 4.947 adhérents; l'apparition précoce d'un syndicalisme agricole avec la fédération rurale de Carqueiranne dès 1881, agglomérant des ouvriers agricoles, de petits vigneron, des jardiniers fut le signal d'un début que prolongèrent les syndicats des travailleurs du liège, aux revendications professionnelles à l'occasion teintées de xénophobie par suite de la concurrence que leur faisaient les importations de lièges en provenance d'autres pays méditerranées, et dont les grèves commencèrent dès 1882. Les travailleurs des jardins alimentant les marchés de fleurs dans la région d'Hyères en particulier furent eux aussi parmi les éléments actifs de syndicats où les femmes tinrent une place certaine.

Le courant proprement anarchiste, il semble s'être manifesté dans l'artisanat, surtout parmi des paysans déracinés plus que parmi des Toulonnais toutefois la structure de la propriété dans le Var priva les anarchistes de ces masses de travailleurs agricoles sur les grands domaines qui fournirent les effectifs à des groupes de même idéologie en Espagne ou en Italie.



Une étude de l'implantation géographique de la gauche montre en tous cas une indiscutable distorsion entre les cantons comme ceux de Toulon (où la première section socialiste apparaît dès 1880) suivi l'année suivante par le canton d'Ollioules, et ceux de l'intérieur où la première section apparut parfois vingt ans après, sinon plus (Rians 1900, Saint-Maximin 1904). Le recrutement semble avoir été très artisanal, des potiers voisinant avec des meuniers, à huile ou à farine. La poussée socialiste en milieu rural bénéficia incontestablement du mécontentement créé chez les petits producteurs de vin par la mévente à la crise du phylloxéra, mais le mécontentement rural se fit également sentir dans des communes de céréaliers ou de producteurs d'huile qui créèrent eux aussi des sections socialistes. La poussée socialiste prit du reste dans bien des cas le caractère d'un glissement vers la gauche d'un électorat d'abord radical. Il resta cependant des noyaux de droite, et même d'extrême droite, en particulier dans les cantons du nord du département, mais aussi dans certains du littoral comme ceux de la presqu'île de Saint-Tropez. L'auteur estime que l'exemple varois met en relief le rôle des malaises économiques comme facteur des progrès de la gauche, l'économie provençale ayant été particulièrement vulnérable du fait des concurrences étrangères facilitées par le développement des moyens de communication – et le recul d'importance des marchés ou des foires du département se matérialise selon lui par l'implantation socialiste dans des localités par ailleurs en perte de vitesse telles Bargemon, Le Luc ou Flayosc. Le retentissement lointain de l'orientation de la soierie lyonnaise vers les marchés d'Extrême Orient aurait ainsi été un facteur de la radicalisation des positions politiques dans certaines localités. L'auteur ne partage pas, il est vrai, les opinions de M. Agulhon sur le rôle de l'héritage des prises de position remontant aux années de la seconde République pour expliquer l'évolution des opinions dans le Var, estimant plus importante la répercussion des changements économiques, sinon la différenciation des générations.

Son analyse de la sociabilité provençale remet assurément en cause les conclusions de Vovelle ou d'Agulhon sur le même sujet mais il semble hors de doute que, là aussi, le décalage des générations peut avoir tenu une place importante. L'auteur par exemple ne semble pas avoir relevé la différence peut-être fondamentale que vient introduire dans l'évolution de la mentalité des jeunes Varois, pour la plupart en dehors des critères de l'inscription maritime, un service militaire obligatoire, sans remplacement après la loi de 1872, et de plus en plus élargi avec la réduction des dispenses et exemptions en 1889 et en 1902. Même si le conscrit reprenait toutes ses habitudes, tous ses réflexes locaux, à son retour, hypothèse peu vraisemblable, il n'en avait pas moins été forcé de prendre conscience d'autres réalités que celles de la vie et des problèmes du canton de La Londe ou de Cotignac. Ce facteur peut avoir contribué à infléchir les coutumes de la nouvelle sociabilité, ne fût-ce qu'en remettant en cause certaines hiérarchies de la vie civile: qu'on le voulût ou non, l'ouvrier agricole parti un an plus tôt était un «ancien» auquel le fils du bourgeois du canton ne pouvait plus s'adresser sur le même ton. Cela n'empêchait pas, évidemment, bien des traditions de persister, ne fût-ce que par l'élément féminin de la population bénéficiant plus ou moins du vide social causé dans la collectivité



par la disparition temporaire des garçons de plusieurs classes d'âge. La persistance des fêtes patronales, cependant, n'empêchait pas leur inflexion: l'instauration à partir de 1881 de billets à tarif réduit pour les voyageurs des gares situées sur la ligne de Brignoles à Toulon puis Draguignan à destination de Gonfaron contribua par exemple à modifier les conditions et l'affluence de la festivité. Naturellement d'autres aspects de la vie locale furent aussi modifiés par le contexte économique ou politique, comme l'atteste la floraison des sociétés musicales, orphéons ou fanfares, à l'occasion dédoublées selon les convictions politiques des exécutants. Il en allait de même pour les cercles, cercles de travailleurs ou sociétés républicaines, multipliés pendant toute la période mais surtout après 1881.

A côté de ces formes traditionnelles, la multiplication des coopératives en milieu rural – en dépit de la prédominance de la petite et même toute petite propriété – et, comme en Languedoc, les coopératives furent souvent liées avec les progrès du socialisme politique. L'importance des cercles et des groupes analogues dans la propagande de gauche est d'ailleurs attestée dès la période de l'ordre moral par de nombreuses fermetures de cafés où se rassemblaient les mal pensants, surtout dans les chefs-lieux de canton dont l'importance dans la vie d'échange remontait loin dans le temps en ce pays d'habitat concentré autour d'un point d'eau.

L'auteur souligne les conditions particulières résultant dans le Var d'une absence de religiosité dans un pays considéré comme déchristianisé par beaucoup d'historiens. La remarque reste cependant sujette à caution si l'on pense à la foule des messes pascales ou des pèlerinages; l'impact des querelles autour de la laïcité de l'Etat ne prit cependant jamais les formes violentes qu'il atteignit dans d'autres régions et certains ecclésiastiques se lamentaient sur les progrès de l'indifférence religieuse parmi les habitants de leur ressort, attestée en particulier par l'augmentation du nombre des enterrements civils, mais le premier ne fut toutefois mentionné qu'en 1883. Les différences entre les cantons n'étaient pas négligeables, les régions limitrophes des Basses Alpes et des Alpes maritimes restant sensiblement plus pratiquantes que les autres. L'auteur signale aussi la véhémence verbale de certaines prises de position au moment de la tension anticléricale des lois scolaires puis de séparation, mais néglige peut-être le rôle des réflexes des contribuables dans les manifestations de réticence en face d'une politique scolaire qui alourdissait leurs charges et, par le principe même de l'obligation remettait en cause aussi bien la liberté individuelle que l'autorité du père de famille. Le rôle de ces polémiques exprimant dans une certaine mesure les réflexes des familles en face de l'instruction est illustré par les variations parfois paradoxales dans le recul de l'analphabétisme: l'arrondissement de Draguignan, incontestablement du fait de la présence de la préfecture, est celui où le pourcentage des enfants ayant terminé leur instruction primaire augmenta le plus entre 1889 et 1899, de 61 à 81%, mais s'il passa de 73 à 82% dans la ville de Toulon, il ne s'accrut que de 72 à 78% dans l'arrondissement de Brignoles, et même de 63 à 68% dans le reste de l'arrondissement de Toulon. Le rôle de l'école fut aussi d'amener le remplacement des dialectes locaux, plus ou moins éloignés du provençal littéraire, par le français scolaire qui servit aussi de



langue véhiculaire pour la propagation des idées de gauche. Le clergé de son côté s' alarma de certains ouvrages. L'examen des listes d'adhérents des cercles et autres groupes politiques montre en tous cas une large participation des ruraux à ces organisations qui servirent vraisemblablement, en raison de l'analogie d'implantation, de cellule initiale aux groupements et sections socialistes, avec leur personnel d'artisans et de paysans.

La place des traditions méditerranéennes apparaît toutefois nettement dans les rapports entre individus jusqu'au sein des partis politiques. Le chef de famille ou de clan pèse toujours d'un poids indéniable avec tout ce que cela comporte de respect des hiérarchies ou de pérennisation des bonnes ou mauvaises relations avec tel ou tel autre groupe, entre cantons ou communes, voire quartiers ou hameaux, ou même familles. Ces vieilles coutumes amenaient tel ou tel groupe à accueillir favorablement les idées proposées par un autre, ou, au contraire, à s'y opposer farouchement, au nom de nuances idéologiques qui recouvraient du reste souvent de simples rivalités personnelles; qu'on l'appelle président du comité ou secrétaire, il n'y a toujours qu'un dirigeant, mais ceux qui n'accèdent pas à cette place éminente ont des réflexes qui peuvent se traduire par une scission, ou un changement d'orientation politique. Les querelles entre Cuers et Pierrefeu ou entre Rians et Ginnaservis seraient exemplaires sans l'interminable épopée, jusque sur le plan des rixes aux fêtes patronales, entre Fréjus et Saint Raphael dont les contestations pour l'arrêt des grands trains à la gare du lieu défraient la chronique depuis l'ouverture de la ligne. Dans ces conditions les chocs entre personnalités, amplifiés par l'éloquence méridionale prenaient une ampleur spectaculaire de même que l'arrivée d'un militant pouvait amener la naissance d'une organisation, son départ pouvait en signifier la fin, comme ce fut le cas pour la section socialiste de Saint-Tropez qui disparut avec le départ de son secrétaire Romani en 1904. Inversement, la personnalité du marquis de Félix explique la persistance d'un foyer acquis aux idées de droite dans l'arrondissement de Brignoles. Et la fidélité de ses électeurs à Cluseret en dépit de ses changements d'étiquette illustre autant que la victoire d'Escartefigue le poids des amitiés locales. La contestation sociale en particulier chez les travailleurs du liège, naissait de même souvent d'incidents locaux devenant représentatifs.

L'homogénéité relative de la représentation parlementaire du Var, orientée à gauche pendant toute la période, devait valoir au département la réputation de « Var rouge » mais il est évident que ce socialisme à base largement rurale ne cadrerait guère avec les schémas politiques des théoriciens et les guesdistes voyaient avec méfiance ce « magma » mélangeant toutes les tendances, même des radicaux, comme l'auteur le rappelle en rejoignant sur ce point les commentaires de C. Willard. La polémique au sein de la gauche entre socialistes et radicaux des débuts du XX<sup>e</sup> siècle doit évidemment beaucoup à ces querelles en apparence doctrinale, mais ne servant souvent que de prétextes à la justification d'ambitions personnelles, pour ne rien dire des avantages matériels qu'apporte le métier politique avec ses possibilités d'avancement ou de promotion sociale. La querelle entre les anciens notables et les nouveaux relève du reste de la même rivalité alternativement individuelle ou idéologique, les apports sur ce dernier plan venant évidemment surtout de l'extérieur, voire de l'étranger com-



me les consignes ultramontaines. Le cas particulier de la structure et des hiérarchies de l'emploi dans les arsenaux contribuent du reste à donner au syndicalisme toulonnais un aspect particulier mais le succès des réunions de propagande doctrinale jusque dans des communes rurales – mais peut être déjà assimilables à des banlieues-dortoirs –, pose des problèmes difficiles à résoudre tant d'années après. Les caractères spécifiques de l'éloquence méridionale peuvent d'autre part avoir contribué à »rougir« davantage les interventions des hommes politiques locaux ou les motions des congrès départementaux.

La dernière partie de cette étude sur une Provence limitée propose en premier lieu une tentative d'extrapolation envisageant la possibilité d'étendre à l'ensemble de la France les conclusions dégagées pour la place de la paysannerie dans la vie politique nationale. Certes bien des problèmes sont communs, ne seraient que ceux posés par l'existence d'une législation uniforme, au moins dans les textes, mais c'est peut-être faire bon marché des nuances d'interprétation et des usages locaux: en exercice dans les Vosges ou sur la plage du Lavandou le même douanier, ou le même gendarme, originaire du pays basque ou de Meurthe et Moselle risque de n'avoir pas tout à fait la même »manière de servir«, et les problèmes posés par l'emploi de la troupe n'ont pas eu le même aspect lors de la crise de 1907 dans le Var et dans l'Hérault, pourtant également région viticole. Les distorsions s'accroissent encore dès qu'on atteint les régions de ressources, et de traditions, différentes. L'auteur signale les différences qui existent entre le Var et le Loir-et-Cher, ou le Limousin, mais les pays de la moyenne Garonne, à plus forte raison la Bourgogne, pourtant également pays viticole, les pays plus septentrionaux, comme la Normandie orientale ou la Basse Normandie, où, tout simplement, les pays de montagne, à commencer par les Alpes toutes proches auraient apporté d'autres exemples caractéristiques de l'infinie diversité des conditions de l'évolution politique, économique ou sociale de la France, ainsi que des analogies du reste prévisibles comme celles nées dans l'agglomération brestoise ou autour de Rochefort par la présence d'un port de guerre et d'un arsenal créant une situation locale comparable à celle de l'agglomération toulonnaise. Mais même dans ces cas particuliers subsistent des nuances, tenant pour ne prendre qu'un exemple aux variations dans les répercussions plus ou moins tardives de la crise du phylloxera ayant localement entraîné la disparition complète d'une ressource qui ne fut que suspendue dans le Var. Il est d'autre part révélateur que l'auteur ne mentionne le nom de Méline que par une brève allusion à propos de ses tarifs douaniers, alors qu'ils expliquent bien des prises de position dans les régions céréalières, même dans le Lauragais et à plus forte raison dans les grandes plaines du nord. L'auteur, prolongeant son examen des problèmes de la gauche française après la guerre rappelle les thèses classiques des communistes sur l'incapacité de celle-ci à exploiter les conditions révolutionnaires de 1917 à 1921 et prolonge même son enquête jusqu'aux années d'après la seconde Guerre mondiale. Les traditions de morcellement, généralement amplifiées par la mise en avant de la nécessité d'un retour aux sources d'un véritable socialisme déjà multiforme au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, ont de toute évidence été le fait marquant, qu'il est du reste permis de retrouver également dans d'autres orientations politiques en France. Les derniè-



res pages examinent le poids et les chances de cet héritage socialiste: 26 pages de notes, des remarques sur les sources, une bibliographie et un index terminent cette étude sérieusement documentée et d'une lecture aussi agréable que suggestive.

Jean VIDALENC, Rouen

Irène BOURQUIN, »Vie ouvrière« und Sozialpolitik: Die Einführung der »Retraites ouvrières« in Frankreich um 1910. Ein Beitrag zur Geschichte der Sozialversicherung, Bern (Peter Lang Verlag) 1977, 343 S. (Geist und Werk der Zeiten. Arbeiten aus dem Historischen Seminar der Universität Zürich, 52).

Diese Arbeit ist einem Thema gewidmet, dessen Bedeutung für die französische Sozialpolitik und ganz allgemein die Innenpolitik der sogenannten »Radikalen Republik« der Vor-Weltkriegszeit nicht überschätzt werden kann. Der Kampf um die Arbeiter-Renten zog sich über mehr als ein Jahrzehnt hin und wurde zum Symbol für die Rigidität gesellschaftspolitischer Antagonismen: wenn die Renten von vielen Syndikalisten als Gipfel kapitalistischen Zynismus, angesehen wurden, so erschienen sie liberalen Ökonomen wie Leroy-Beaulieu als Anfang vom Ende aller Freiheiten. Noch jüngst hat indessen M. Rebérioux sehr zu Recht geklagt, daß wir über diesen gesamten Problemkreis noch viel zu wenig konkrete Informationen haben (vgl. *Le Mouvement Social* 98 (1977) S. 120). Diese Lücke wird durch Bourquins Arbeit teilweise gefüllt.

Das Buch ist in vier klar voneinander geschiedene Abschnitte unterteilt. Der 1. Teil – nahezu 90 Seiten – behandelt die »soziale Realität« des Arbeiter-Daseins der Jahrhundertwende: demographische Entwicklung, Anteil der Lohnempfänger an der Gesamtbevölkerung, Altersstruktur, Arbeitszeitregelungen, Nominal- und Reallöhne, Lebenshaltungskosten und Wohnverhältnisse werden mit Hilfe einer ganzen Reihe von Statistiken (insbes. aus den *recensements généraux* von 1901 und 1906) dargestellt. Es gelingt der Verf., ein sehr eindrucksvolles Bild der täglichen Probleme des Arbeiter-Lebens zu zeichnen. Insbesondere die Schilderung der Probleme der alten und unversorgten Arbeiter, die sich am klarsten in der Selbstmord-Statistik spiegeln, werden auch den heutigen Leser tief beeindrucken. Dies um so mehr, als die Verf. stets um Differenzierung bemüht ist und deutlich macht, daß sich in einigen Bereichen die *Condition ouvrière* um die Jahrhundertwende gegenüber den alten Pauper-Verhältnissen doch sehr verbessert hatte (z. B. S. 66). Gerade angesichts dieser Tatsache stellt sich allerdings ein methodisches Problem, durch dessen Nichtberücksichtigung dieser Teil der Arbeit gravierende Mängel aufweist. Ohne hinreichende Begründung werden Statistiken u. ä. aus den 1890er, 1900er und 1910er Jahren zusammengestellt; die Schilderung der Lebensverhältnisse wird nahezu auf jeder Seite durch lange Zahlenreihen »objektiviert«. Hierdurch ergibt sich jedoch der Eindruck eines ungewollt impressionistischen Verfahrens. Im Grunde wäre ja gegen den Ansatz der Verf. nichts einzuwenden, die zu verstehen gibt, daß sie »weniger exakte Zahlen für einen bestimmten Zeitraum interessieren, als einigermaßen richtige Größen für den Zeitraum 1900–1910« (S. 15) – nur wäre dann